

Voleurs de machines ?

Société coopérative « Le progrès » à Chênée vers 1903 (Louis Bertrand, *Histoire de la coopération en Belgique. Les hommes – les idées – les faits*, t. II, Bruxelles, 1903, p. 457).

La propriété des moyens de production dans l'histoire

Dans le monde du travail, les outils de production appartiennent rarement aux employés ou ouvriers qui les utilisent quotidiennement pour produire de la richesse. Un état de fait qui n'a pas toujours existé, et contre lequel de nombreux travailleurs ont d'ailleurs toujours lutté...



La propriété privée des moyens de production constitue un enjeu essentiel des conflits du travail depuis la révolution industrielle jusqu'à nos jours. Elle représente sans nul doute une dépossession de l'autonomie des travailleurs et constitue à bien des égards un instrument de domination qui n'aura de cesse d'être débattu ou contesté. Parler d'appropriation privée ou collective des moyens de production semble nous porter vers des grilles d'analyses forgées dès les débuts de la révolution industrielle ou vers des exégèses du Manifeste du Parti communiste de Marx et Engels. Mais certaines formulations, telles qu'elles ont été émises par les philosophes, économistes ou sociologues, peinent à se débarrasser des images que les événements historiques ultérieurs leur ont conférés...

Prélude à la révolution industrielle

Si la propriété privée des moyens de production est un des fondements de l'industrie capitaliste à l'orée du 19^{ème} siècle, la dépendance des travailleurs aux propriétaires des outils forme une des pierres angulaires de la conflictualité au travail depuis le Moyen-Âge. L'utilisation et la propriété des outils et machines ne doivent donc pas être perçues à l'aune d'une évolution technique mais davantage dans un rapport de pouvoir, comme ce fut le cas pour le remplacement progressif des moulins à bras par des moulins à eau et à vent au Moyen-Âge⁽¹⁾. Ainsi, l'historien Jean Gimpel retrace, dans le contexte des avancées techniques des 12^{ème} et 13^{ème} siècles, l'histoire des habitants de Saint-Albans au nord de Londres. Ceux-ci s'étaient opposés aux décisions de l'abbé Richard de Wallingford qui désirait interdire la mouture du grain à domicile pour les obliger à utiliser les outils du monastère et à en payer la redevance. En 1331, à la suite de plusieurs insurrections, l'abbé fit fouiller et saisir les meules au domicile des villageois et les scella dans la cour du monastère en guise

d'humiliation⁽²⁾. Cet épisode sonne comme un écho lointain aux transformations socio-économiques et techniques qui balayèrent l'Europe, et en premier lieu l'Angleterre, au tournant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles.

Déjà dans les campagnes anglaises du 17^{ème} siècle, le système des enclosures avait été considéré comme un vaste mouvement d'expropriation des terres ayant fourni les bases économiques et sociales à l'essor du capitalisme industriel. Pour le célèbre historien Edward Thompson, le remembrement et l'appropriation des terres opérés du 17^{ème} au 19^{ème} siècle contribuèrent à la destruction de l'économie de subsistance dans les villages et ne représentaient « ni plus ni moins qu'un vol organisé par une classe au détriment d'une autre »⁽³⁾.

Mais c'est essentiellement avec l'apparition des premières machines que la question de la propriété des moyens de production se posa dans des termes de plus en plus clairs. Les résistances des tisserands, fileurs et paysans aux premières machines ne constituent pas tant une réaction conservatrice à la modernité technologique qu'une opposition aux nouvelles formes de dépendance que ces innovations techniques opéraient⁽⁴⁾. Comme l'avait subtilement remarqué Eric Hobsbawm, les ouvriers et artisans voyaient dans l'utilisation de ces machines le renforcement de la puissance des entrepreneurs et la diminution inéluctable de leur autonomie⁽⁵⁾.

Deux approches économiques et l'émergence du mouvement ouvrier

Précisément, c'est au tournant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles que la propriété privée devient un des éléments moteurs du développement du capitalisme industriel. D'autant plus qu'au même moment, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 faisait de la propriété un droit inviolable et

→ sacré⁽⁶⁾. De ce rapport à la propriété des moyens de production vont naître deux grandes écoles de la pensée économique⁽⁷⁾. D'une part, l'approche libérale, initiée notamment par Adam Smith, qui voit dans la propriété privée des moyens de production la condition indispensable à la prospérité et à la liberté. D'autre part, l'approche socialiste, dont le rapport à la propriété des moyens de production évolue en fonction des écoles de pensées, notamment entre ceux qui ont été appelés les socialistes utopistes et le socialisme scientifique de Karl Marx. Pour ce dernier, ce n'est pas tant la propriété qui doit être abolie que la propriété bourgeoise des moyens de production. Plus largement, et à la même époque, la question de la propriété a fait l'objet de nombreuses remises en cause radicales chez des penseurs tels que Proudhon ou Lassalle.



Brasserie coopérative de Charleroi vers 1903 (Louis Bertrand, *Histoire de la coopération en Belgique. Les hommes - les idées - les faits*, t. II, Bruxelles, 1903, p. 497).

Dans le monde ouvrier, la révolution de février 1848 éveille un champ de possibles incarné notamment par les Ateliers nationaux, sorte de coopérative de production initiée par Louis Blanc. Leur fermeture en juin 1848 conduira à l'insurrection ouvrière dans Paris et à l'érection des barricades. Cet espoir d'ateliers sans patron sera repris par la Commune de Paris grâce au décret des ateliers du 16 avril 1871 qui autorisait les ouvriers à reprendre, sous forme de coopérative, les ateliers abandonnés par leurs propriétaires. En somme, il s'agissait de poursuivre les premières expériences de coopératives de production lancées depuis 1830. En Belgique, les coopératives de production et surtout de consommation ont été le cœur économique du mouvement ouvrier à la fin du 19^{ème} siècle en s'inspirant notamment des événements de 1848 à Paris avant de s'essouffler pour renaître plein de vigueur dans les années 1880. Mais ce succès reposait principalement sur le modèle des coopératives

de consommation à l'instar du Vooruit à Gand ou de la Maison du Peuple à Bruxelles. Plus encore, les coopératives de production ouvrière de la fin du siècle ne semblaient plus constituer un contre-modèle ouvrier à la propriété des moyens de production, ni un véritable projet de refonte de l'économie capitaliste.

À bien des égards, cette fin de 19^{ème} siècle marquait un tournant dans les conceptions de l'appropriation des moyens de production. À côté du mouvement coopératif sont apparues des notions telles que la propriété étatique ou la nationalisation. Cette dernière semblait alors constituer une sorte de troisième voie entre l'étatisation, telle qu'elle fut érigée en URSS et le coopératif précité⁽⁸⁾.

À l'aube du 20^{ème} siècle, apparaissent au sein du mouvement socialiste les premières revendications pour la nationalisation de certains secteurs à l'image de la Ligue pour la nationalisation du sol. C'est après la Première Guerre mondiale et la Révolution de 1917 que le concept de nationalisation va être progressivement structuré, notamment en opposition avec celui d'étatisation. Si le gouvernement du Front populaire en France tenta d'élaborer un programme ambitieux de nationalisation, c'est bien après 1945 que l'on observera les réalisations les plus importantes en Europe occidentale. Mais dans l'ensemble, ces nationalisations n'ont pas répondu aux attentes des travailleurs, elles n'étaient qu'un dérivatif bien maigre à la propriété privée des moyens de production. Les études de sociologie et de psychologie sociale menées dans les années 1950 auprès des mineurs français et anglais illustraient un ressentiment profond à l'égard d'une nationalisation des charbonnages qui n'avait jamais fait des mineurs les gestionnaires de leur mine.

Autogestion, appropriation de l'outil et défense de l'emploi : passé et présent

Lorsqu'en juin 1973 les ouvriers de LIP (usine horlogère française) lancent leur slogan : *on fabrique, on vend, on se paie*, ils n'imaginaient sans doute pas les conséquences à moyen terme de leur action. En quelques années, des dizaines d'expériences autogestionnaires sont lancées à travers l'Europe et notamment en Belgique⁽⁹⁾. Le mouvement autogestionnaire, qui connaîtra un essor fulgurant, dans la seconde moitié des années 1970 réactivait la problématique de la propriété des moyens de production dans le monde ouvrier et syndical, principalement au sein du mouvement ouvrier chrétien. Le succès de l'autogestion à cette époque a tenu à une conjonction de phénomènes relativement liés. Au-delà d'un simple effet de mode, l'autogestion correspondait à certaines aspirations profondes de la classe ouvrière qui ne pouvaient se traduire que dans des entreprises de petites ou moyennes dimensions. La complexité et les investissements lourds dans des entreprises de

type sidérurgiques ou automobiles étaient perçus par les travailleurs comme des obstacles indépassables à la réalisation d'une autoproduction organisée par les travailleurs. En réalité, bien qu'inspirées du modèle yougoslave, les tentatives autogestionnaires constituaient un patchwork d'expériences le plus souvent empiriques qui mêlaient luttes pour la défense de l'emploi, maintien de l'outil ou véritable révolution à l'échelle de l'atelier. Ce caractère protéiforme avait néanmoins un socle commun, à savoir le début d'une mutation structurelle des économies européennes où les mécanismes de concertation sociale mis en place après 1945 se trouvaient inadaptés à la nouvelle donne économique au lendemain de la crise de 1974. Pris dans l'ensemble du regain de conflictualité sociale des années 1970, le mouvement autogestionnaire et les tentatives d'autoproduction ouvrière révélaient une insatisfaction de la classe ouvrière face aux célèbres consensus politiques et sociaux élaborés après la Deuxième Guerre mondiale en Grande-Bretagne, en France, en Italie ou en Belgique.

Par rapport aux coopératives de production, à l'étatisation en URSS ou aux nationalisations, les expériences autogestionnaires se démarquaient dans leur rapport à l'appropriation des moyens de production. Il ne s'agit plus seulement d'un transfert de droit de propriété du privé vers le collectif mais d'une transformation complète de l'organisation du travail et du pouvoir décisionnaire dans l'entreprise. Souvent observés avec condescendance ou ironie, ces expériences autogestionnaires interrogeaient, il est vrai parfois de manière très prosaïque, les fondements de la propriété des moyens de production et même au-delà des moyens de pouvoir de décision.

L'appropriation autogestionnaire des moyens de production a connu son apogée au moment où s'achevaient les fameuses Trente glorieuses et ce n'est certes pas un hasard. Bien que les expériences autogestionnaires par les ouvriers aient fait long feu, le mouvement s'est étendu à d'autres secteurs et fait fréquemment réapparition dans des contextes de crise sous des formes diverses. En 1994, confrontés à la fermeture de leur mine de charbon, 239 mineurs gallois de la Tower Colliery réinvestirent leurs indemnités de licenciement pour racheter le charbonnage et devenir leur propre patron. En 2001, la crise qui frappe l'Argentine a engendré un phénomène inédit d'occupation d'usines par les ouvriers qui ont relancé l'activité en reprenant le contrôle des bâtiments, des outils et de la production. Plus surprenant encore, ces lieux de travail récupérés loin de se cantonner au secteur manufacturier concernaient le tourisme, le commerce, l'éducation, la presse et même les soins de santé. Plus près de nous encore, la multinationale Unilever décida en 2010 de fermer son usine Fralib dans les Bouches-du-Rhône. Il s'en est suivi une occupation par les ouvriers et la reprise de l'outil de



production en investissant leur prime de licenciement. La médiatisation de l'événement, la présence d'Arnaud Montebourg et de François Hollande ont contribué à la réussite de cette expérience de réappropriation des moyens de production des travailleurs.

Les conflits et les débats relatifs à la propriété des moyens de production auront donc été nombreux tout au long de l'histoire. C'est que la propriété représente en effet un élément majeur du rapport de domination dans le monde du travail. Les expériences et alternatives mises en place dans différents secteurs depuis des décennies laissent en tous cas espérer que le débat sur le sujet est loin d'être clos... ▼

Nicolas Verschueren,
maître de conférence à l'ULB

1. Marc Bloch, « Avènement et conquêtes du moulin à eau », in *Mélanges historiques*, t.2, Paris, éditions de l'EHESS, 1983 (1935), pp.800-821.
2. Jean Gimpel, *La révolution industrielle du Moyen-âge*, Paris, Le Seuil, 1975, p.21
3. Edward Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Le Seuil, 2012 (1988), p.279.
4. François Jarrige, *Aux temps des « tueuses de bras »*. *Les bris de machines et la genèse de la société industrielle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.
5. Eric Hobsbawm, « The Machine Breakers », in *Past and Present*, 1952, n°1, pp.57-70.
6. Article 17 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789.
7. Michel Beaud, *Histoire du capitalisme 1500-2000*, Paris, Le Seuil, 2010, p.122.
8. Pierre Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, Paris, Le Seuil, 1976, p.111
9. Que l'on songe aux expériences du Balai libéré, des Sablières de Wauthier-Braine ou des Textiles d'Ere.